



**SAS ISABELLE TARDET AUDIT**

COMMISSAIRE AUX COMPTES

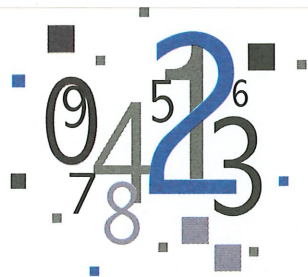
[www.cabinet-tardet.fr](http://www.cabinet-tardet.fr)

**La Compagnie des Mouflets**

85 Chemin d'Aussonne

31700 BLAGNAC

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR  
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**



**SAS ISABELLE TARDET AUDIT**

COMMISSAIRE AUX COMPTES

[www.cabinet-tardet.fr](http://www.cabinet-tardet.fr)

**La Compagnie des Mouflets**

85 Chemin d'Aussonne

31700 BLAGNAC

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**



**SAS ISABELLE TARDET AUDIT**

COMMISSAIRE AUX COMPTES

[www.cabinet-tardet.fr](http://www.cabinet-tardet.fr)

**La Compagnie des Mouflets**

85 Chemin d'Aussonne

31700 BLAGNAC

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 Décembre 2025**

A la Présidente de l'Association,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association La Compagnie des Mouflets relatifs à l'exercice clos 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels, dans la partie « Règles et méthodes comptables ».

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, portant sur l'application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables 2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification des documents adressés aux membres**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres, sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

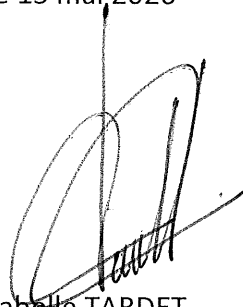
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Balma,  
Le 15 mai 2026

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'I' and 'T' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

Isabelle TARDET  
Commissaire aux comptes

BILAN-ACTIF	Brut	Amort. et dépréciations	Net au 31/12/2025
Frais d'établissement			
Frais de recherche et de développement			
Concessions, brevets et droits assimilés	1 656,46	1 656,46	
Droit au bail			
Autres immob. incorporelles / Avances et acomptes			
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 656,46</b>	<b>1 656,46</b>	
Terrains			
Constructions	200 812,58	173 148,64	27 663,94
Installations techniques, matériel et outillage			
Autres immobilisations corporelles	96 294,76	80 606,36	15 688,40
Immob. en cours / Avances et acomptes			
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>297 107,34</b>	<b>253 755,00</b>	<b>43 352,34</b>
Participations et créances rattachées			
TIAP & autres titres immobilisés	45,73		45,73
Prêts			
Autres immobilisations financières	515,58		515,58
<b>Immobilisations financières</b>	<b>561,31</b>		<b>561,31</b>
<b>Actif Immobilisé</b>	<b>299 325,11</b>	<b>255 411,46</b>	<b>43 913,65</b>
Matières premières et autres approv.			
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises			
<b>Stocks</b>			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Usagers et comptes rattachés			
Autres créances	78 356,38		78 356,38
<b>Créances</b>	<b>78 356,38</b>		<b>78 356,38</b>
Valeurs mobilières de placement			
Instruments de trésorerie			
Disponibilités	222 517,55		222 517,55
Charges constatées d'avance	863,50		863,50
<b>Divers</b>	<b>223 381,05</b>		<b>223 381,05</b>
<b>Actif Circulant</b>	<b>301 737,43</b>		<b>301 737,43</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices			
Prime de remboursement des obligations			
Ecarts de conversion - Actif			
<b>Total Actif</b>	<b>601 062,54</b>	<b>255 411,46</b>	<b>345 651,08</b>

BILAN-PASSIF	Net au 31/12/2025
Fonds associatifs sans droit de reprise	37 604,09
Ecarts de réévaluation	
Réserves indisponibles	
Réserves statutaires ou contractuelles	
Réserves réglementées	
Autres réserves	90 196,87
Report à nouveau	
Résultat	12 354,06
Subventions d'investissement	18 218,48
Provisions réglementées	
Fonds propres	158 373,50
Apports	
Legs et donations	
Subventions affectées	
Fonds associatifs avec droit de reprise	
Résultat sous contrôle	
Droit des propriétaires	
Fonds dédiés	43 827,15
Autres fonds associatifs	43 827,15
Provisions pour risques	
Provisions pour charges	81 486,12
Provisions pour risques et charges	81 486,12
Emprunts obligataires convertibles	
Emprunts	
Découverts et concours bancaires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	
Emprunts et dettes financières diverses	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	49 380,33
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	11 327,42
Instruments de trésorerie	
Produits constatés d'avance	1 256,56
Dettes	61 964,31
Ecarts de conversion - Passif	
Ecarts de conversion	
Total Passif	345 651,08



Compte de résultat	du 01/01/2025 au 31/12/2025
Cotisations	
Ventes de biens	
dont ventes de dons en nature	
Ventes de prestations de service	288 068,98
dont parrainages	
Ventes de biens et services	288 068,98
Concours publics et subventions d'exploitation	143 566,76
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation co	
Dons manuels	
Mécénats	
Legs, donations et assurances-vie	
Ressources liées à la générosité du public	
Contributions financières	
Produits de tiers financeurs	143 566,76
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et tr	1 546,90
Utilisations des fonds dédiés	6 182,91
Production immobilisée et en-cours de production	
Autres produits	
<b>Total I</b>	<b>439 365,55</b>
Achats de marchandises	
Variation de stock	
Autres achats et charges externes	-60 059,53
Aides financières	
Impôts, taxes et versements assimilés	-4 424,00
Salaires et traitements	-252 280,09
Charges sociales	-72 075,81
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	-14 341,52
Dotations aux provisions	
Reports en fonds dédiés	
Autres charges	-817,43
<b>Total II</b>	<b>-403 998,38</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>35 367,17</b>
De participation	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilis	
Autres intérêts et produits assimilés	4 092,89
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de char	
Différences positives de change	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placemen	
<b>Total III</b>	<b>4 092,89</b>
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provi	
Intérêts et charges assimilées	-106,00
Différences négatives de change	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placeme	
Autres charges financières	
<b>Total IV</b>	<b>-106,00</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>3 986,89</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>	<b>39 354,06</b>
Sur opérations de gestion	
Sur opérations en capital	
Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges	
<b>Total V</b>	

Compte de résultat	du 01/01/2025 au 31/12/2025
Sur opérations de gestion	
Sur opérations en capital	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux prov.	-27 000,00
Total VI	-27 000,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-27 000,00
Participation des salariés aux résultats	
Impôts sur les bénéfices	
EXCEDENT OU DEFICIT	12 354,06

## Règles et méthodes comptables

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Le total du bilan est de 345 651,08 € et le résultat de l'exercice est une bénéfice de 12 354,06 €.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### Règles générales

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2025 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif).

Le règlement de l'ANC n°2022-06, d'application obligatoire à compter des exercices ouverts au 1er janvier 2025 ou de manière anticipée à compter de sa date de publication du JO, supprime l'utilisation des comptes transferts de charges et des comptes de produits et charges exceptionnels. Cet règlement est appliqué depuis le 1er janvier 2023.

Les éléments d'informations qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que pour autant qu'ils ont une importance significative.

### Evènement significatif de l'exercice :

Nous tenons à souligner que la fin du soutien financier de l'un des partenaires pourrait mettre en péril la pérennité de l'association. Nous explorons toutes les options possibles pour assurer la poursuite d'activité de la crèche. Aussi, pour prendre en compte ce risque, il a été provisionné une provision pour risques et charges.

## Notes sur le bilan

### 1) Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Un tableau des mouvements des immobilisations est joint.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.



Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
Structure (gros oeuvre)	20 ans	Linéaire
Installations générales et techniques	10 ans	Linéaire
Matériel et mobilier de bureau	5 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 ans	Linéaire
Matériel informatique	3 ans	Linéaire
Logiciels	3 ans	Linéaire

Un tableau des mouvements des amortissements est joint.

### 2) Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint.

**3) Échéance des créances et des dettes**

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint.

**4) Fonds propres**

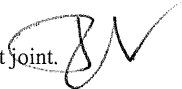
Un tableau de variation des fonds propres est joint.

**5) Provisions**

Un tableau des mouvements des provisions est joint.

**6) Fonds dédiés**

Un tableau des mouvements des provisions est joint.



## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

Indicateur	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial	1 656,46			1 656,46
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	1 656,46			1 656,46
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	133 267,59	1 629,60		134 897,19
Installations gén., agencts. et amén. des constructions	59 695,60	6 219,79		65 915,39
Installations techn., mat. et out. industriels				
Installations gén., agencts. et amén. divers	76 206,93			76 206,93
Matériel de transport				
Matériel de bureau et infor., mobilier	17 519,55	2 632,20	63,92	20 087,83
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	286 689,67	10 481,59	63,92	297 107,34
Participations évaluées par mise en éq.				
Autres participations				
Autres titres immobilisés	45,73			45,73
Prêts et autres immo. financières	515,58			515,58
Immobilisations financières	561,31			561,31
<b>Total</b>	<b>288 907,44</b>	<b>10 481,59</b>	<b>63,92</b>	<b>299 325,11</b>

## Notes sur les dotations aux amortissements

Les flux s'analysent comme suit :

Indicateur	Immobilisati... incorporelles	Immobilisati... corporelles
Dotations de l'exercice		14 341,52
Compléments suite à réévaluation		
Dotations exceptionnelles		
Sur immob. amorties en dégressif		
Sur immob. amorties suivant autre méthode		
Sur immob. amorties en linéaire		14 341,52
Augmentations de l'exercice		
Sur immob. transférées		
Sur immob. mises au rebut		
Sur immob. cédées		

## Amortissements des immobilisations

Indicateur	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial	1 656,46			1 656,46
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	1 656,46			1 656,46
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	106 614,07	8 939,72		115 553,79
Installations gén., agencts. et amén. des constructions	55 112,59	2 482,26		57 594,85
Installations techn., mat. et out. industriels				
Installations gén., agencts. et amén. divers	61 514,63	1 935,55		63 450,18
Matériel de transport				
Matériel de bureau et infor., mobilier	16 172,19	983,99		17 156,18
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	239 413,48	14 341,52		253 755,00
Participations évaluées par mise en éq.				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières				
Immobilisations financières				
Total	241 069,94	14 341,52		255 411,46

**Etat des créances**

Le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Indicateur	Montant brut	Echéances à plus d'un an	Echéances à moins d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>			
<b>Créances rattachées à des participations</b>			
<b>Prêts</b>			
<b>Autres</b>	<b>515,58</b>		<b>515,58</b>
27500000 Dépôts et cautionnements	515,58		
<b>Créances de l'actif circulant</b>			
<b>Créances clients et comptes rattachés</b>			
<b>Autres</b>	<b>78 356,38</b>		<b>78 356,38</b>
46870000 Divers - produits à recevoir	78 356,38		
<b>Capital souscrit - appelé, non versé</b>			
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>863,50</b>		<b>863,50</b>
48600000 Charges constatées d'avance	863,50		
<b>Total</b>	<b>79 735,46</b>		<b>79 735,46</b>
<b>Prêts accordés en cours d'exercice</b>			
<b>Prêts remboursés en cours d'exercice</b>			

## Comptes de régularisation

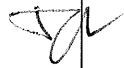
## Charges constatées d'avance

Indicateur	Charges constatées d'avance
<b>Total</b>	<b>863,50</b>
48600000 Charges constatées d'avance	863,50



**Notes sur le passif du bilan**

Etat des provisions en matière de retraite et autres provisions pour risques et charges :

Indicateur	En début d'exercice	Dotations	Reprises	En fin d'exercice
<b>Litiges</b>				
<b>Garanties données aux clients</b>				
<b>Pertes sur marchés à terme</b>				
<b>Amendes et pénalités</b>				
<b>Pertes de change</b>				
<b>Pensions et obligations similaires</b>	29 033,02		1 546,90	27 486,12
15300000 Provisions pour pensions	29 033,02		1 546,90	27 486,12
<b>Pour impôts</b>				
<b>Renouvellement des immobilisations</b>	50 010,06		6 182,91	43 827,15
19500000 Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	50 010,06		6 182,91	43 827,15
<b>Gros entretien et grandes révisions</b>				
<b>Charges sociales et fiscales sur congés à payer</b>				
<b>Autres provisions pour risques et charges</b>	27 000,00	27 000,00		54 000,00
15800000 Autres provisions pour charges	27 000,00	27 000,00		54 000,00
<b>Total</b>	<b>106 043,08</b>	<b>27 000,00</b>	<b>7 729,81</b>	<b>125 313,27</b>
<b>Ventilation des dotations et reprises</b>				
<b>Exploitation</b>			1 546,90	
78150000 Reprises sur provis.risques et charges			1 546,90	
<b>Financières</b>				
<b>Exceptionnelles</b>		27 000,00		
68740000 Dotations autres provisions réglementées		27 000,00		

**Dettes****Etat des dettes**

Le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Indicateur	Montant brut	A plus de 5 ans	A plus d'un an	A moins d'un an
<b>Emprunts obligataires convertibles</b>				
<b>Autres emprunts obligataires</b>				
<b>Empr. et det. étab. de crédit &lt; 1 an</b>				
<b>Empr. et det. étab. de crédit &gt; 1 an</b>				
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>				
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>				
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>49 380,33</b>			<b>49 380,33</b>
42820000 Dettes provisionnées pour congés à payer	19 653,82			
42860000 Personnel - autres charges à payer	6 423,00			
43820000 Charges sociales sur congés à payer	7 861,53			
43860000 Charges sociales - charges à payer	15 441,98			
<b>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</b>				
<b>Autres dettes</b>	<b>11 327,42</b>			<b>11 327,42</b>
46860000 Divers - charges à payer	11 327,42			
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>1 256,56</b>			<b>1 256,56</b>
48700000 Produits constatés d'avance	1 256,56			
<b>Total</b>	<b>61 964,31</b>			<b>61 964,31</b>
<b>Emprunts souscrits en cours d'exercice</b>				
<b>Emprunts remboursés en cours d'exercice</b>				

**Comptes de régularisation****Produits constatés d'avance**

Indicateur	Produits constatés d'avance
<b>Total</b>	<b>1 256,56</b>
48700000 Produits constatés d'avance	1 256,56

## Notes sur le bilan

## Composition des fonds propres

Indicateur	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	37 604,09				37 604,09
Autres réserves	92 684,66		-2 487,79		90 196,87
Résultat de l'exercice	-2 487,79		12 354,06	-2 487,79	12 354,06
Fonds propres	127 800,96		9 866,27	-2 487,79	140 155,02

## Etat des fonds dédiés

Indicateur	En début d'exercice	Dotations	Reprises	En fin d'exercice
<b>Fonds dédiés sur contributions financières</b>	<b>43 907,06</b>		<b>6 182,91</b>	<b>43 827,15</b>
19500000 Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	50 010,06		6 182,91	43 827,15
<b>Total</b>	<b>43 907,06</b>		<b>6 182,91</b>	<b>43 827,15</b>
19500000 Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	50 010,06		6 182,91	43 827,15
Ventilation des dotations et reprises				
<b>Exploitation</b>			<b>6 182,91</b>	
78940000 Utilisation de fonds dédiés sur subventions attribuées			6 182,91	

**Engagement retraite**

Compte tenu de la convention collective des Centres Sociaux et Socio-Culturels appliquée, l'engagement retraite s'élève à 27 486,12 €.

Le besoin en provision retraite est comptabilisé dans les comptes depuis l'exercice 2015.

Le besoin est estimé selon les critères suivants ci dessous :

Age de départ= 62 ans

Taux de cotisations patronales= 40%

**Effectif salarié à la fin de l'exercice : 8**

**Engagement en matuère de crédit bail : néant**



**Engagements financiers : néant**

## Détail des recettes

Indicateur	France	Exportation et livraison intracommu...	Total
<b>Production vendue - services</b>	<b>288 068,98</b>		<b>288 068,98</b>
70620000 Prestations CAF	130 366,15		130 366,15
70624000 Prestations Fonds d'accompagnement CAF	24 420,02		24 420,02
70626000 Prestations Bonus territoire CAF	13 836,68		13 836,68
70641000 Participations des parents	118 146,13		118 146,13
70642000 Cotisations adhérents	1 300,00		1 300,00
<b>Total</b>	<b>288 068,98</b>		<b>288 068,98</b>
<b>Produits tiers financeurs</b>	<b>143 566,76</b>		<b>143 566,76</b>
74200000 Subvention Région	-1 102,16		-1 102,16
74400000 Subvention Commune	38 677,31		38 677,31
74700000 Subvention Entreprise	97 833,00		97 833,00
74710000 Quote-part de subventions d'investissements virée au compte de résultat	8 158,61		8 158,61
<b>Total</b>	<b>431 635,74</b>		<b>431 635,74</b>



**SAS ISABELLE TARDET AUDIT**

COMMISSAIRE AUX COMPTES

[www.cabinet-tardet.fr](http://www.cabinet-tardet.fr)

**La Compagnie des Mouflets**

85 Chemin d'Aussonne

31700 BLAGNAC

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**





**SAS ISABELLE TARDET AUDIT**

COMMISSAIRE AUX COMPTES

[www.cabinet-tardet.fr](http://www.cabinet-tardet.fr)

**La Compagnie des Mouflets**

85 Chemin d'Aussonne

31700 BLAGNAC

Madame La Présidente,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions, mais de vous communiquer sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention soumise aux dispositions de l'article L.612-5 du Code de Commerce.

Fait à Balma,  
Le 15 mai 2026

Isabelle TARDET